Brèves économiques pour le Mexique et l'Amérique centrale du 02/08/2018 au 08/08/2018

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relation Mexique / Etats-Unis

Ildefonso Guajardo, Ministre de l'Économie mexicain, et Luis Videgaray, Ministre des Affaires Etrangères mexicain, se sont de nouveau réunis à Washington le 9 août avec leurs homologues américains afin de poursuivre les négociations de l'ALENA. La présence de Jesus Seade (de l'équipe de transition d'AMLO) à la table des négociations contribue à l'esprit de collaboration de ces 2 dernières semaines.

La presse mexicaine a annoncé le 8 août que les négociateurs mexicains étaient prêts à faire des concessions sur 3 des thèmes majeurs faisant blocage jusqu'à présent (règles d'origine automobile -soit la part du contenu local et la part de la production locale devant être réalisée par une main d'œuvre rémunérée au moins 16 USD par heure-, et part de l'acier nord-américain dans la production), et ce en échange de l'abandon de la clause « *sunset* » et du maintien du chapitre relatif au règlement des différends.

Une partie de ces annonces a néanmoins été démentie le 9 août par le Ministre de l'Economie - Ildefonso Guajardo, lequel a indiqué que les négociations se poursuivaient sur les règles d'origine, et qu'aucun accord n'avait été trouvé à ce stade sur le thème salarial.

Le Ministre a reconnu s'être trompé sur le nombre de chapitres effectivement conclus au cours des négociations : les négociateurs se sont accordés sur 20 thèmes, incluant 11 chapitres et 8 annexes. L'ALENA reconnaît désormais la coexistence des standards automobiles étasuniens et européens afin de bénéficier des avantages tarifaires de l'accord commercial.

Selon Juan Pablo Castañon (Président du Conseil de Coordination Entrepreneurial – CCE), le Canada pourrait rejoindre la table des négociations le 13 août ; selon lui, la probabilité qu'un accord soit conclu avant le 31 août est de 70%. Certaines propositions faites par la Maison Blanche restent inacceptables pour le Mexique : la saisonnalité des exportations agricoles, la clause « *sunset* », les règles d'origine automobile et les thèmes relatifs à la propriété intellectuelle et au marché du travail.

Les doutes concernant les négociations de l'ALENA n'ont pas freiné le commerce entre les US et le Mexique. Les échanges commerciaux ont atteint le niveau sans précédent de 300 605 M USD au 1^{er} semestre. Ils ont bénéficié de l'appréciation de l'USD face au MXN.

Economie

AMLO s'est entretenu avec Carlos Slim et les ingénieurs en charge de la préparation de l'avis concernant la construction du Nouvel Aéroport International de Mexico (NAIM). Le document, qui sera présenté le 15 août, rendra compte de l'opinion des ingénieurs sur le projet, opinion qui se voudra technique et apolitique, afin de déterminer la décision « qui convient le mieux au pays ». Ce n'est qu'après avoir pris connaissance de l'opinion de ce groupe de conseillers que les citoyens seront amenés à approuver ou non l'avis des professionnels, au travers d'une consultation ou « en installant des tables dans des parcs publics ». Avec le gouvernement d'AMLO se termineront les contrats de l'entreprise *Odebrecht*, au centre de scandales de corruption. L'équipe de transition du Président élu a également réitéré au cours de la réunion la nécessaire transparence des contrats signés.

AMLO souhaite que les entreprises mexicaines prennent part aux 25 programmes prioritaires annoncés depuis plusieurs semaines et dont le NAIM est central. En effet, les sociétés nationales disposent des intrants nécessaires à la construction du NAIM (profilés en aluminium, etc) et sont jusqu'à 15% moins chères que les fournisseurs étrangers. L'industrie mexicaine est capable de fournir 80% du matériel et de l'équipement technique que requiert le NAIM. Ainsi, Carlos Slim estime que 800 à 1 000 M USD pourront être économisés en « achetant mexicain », générant également croissance et emplois.

Le futur Vice-Ministre des dépenses, Gerardo Esquivel, a annoncé que l'augmentation du rythme de croissance, l'efficacité des dépenses sociales et l'augmentation de l'investissement public seront les 3 priorités du *Paquet Economique Fédéral 2019 (PEF2019)*. Il a annoncé que les dépenses publiques seront réorientées afin de permettre l'atteinte d'un rythme de croissance plus élevé, l'augmentation à 1% du PIB de l'investissement public et le succès des 25 programmes prioritaires. La réorientation des dépenses permettra selon lui l'économie de 350 Mds MXN, en plus de la révision des 150 programmes sociaux. Concernant le salaire minimum, il a indiqué qu'AMLO maintenait les discussions avec les acteurs du secteur privé, l'objectif étant de le faire passer, dès 2019, au-dessus de la barre de bien-être, et de l'avoir doublé en termes réels à la fin du mandat d'AMLO.

FocusEconomics revoit à la baisse les perspectives de croissance de l'économie mexicaine, tant pour 2018 (à 2,2%, contre 2,3% estimés en juin dernier) que pour le premier semestre 2019 (2,2%). Cet ajustement à la baisse s'explique par les faiblesses des secteurs tertiaire, industriel et agricole enregistrées au 1^{er} semestre de l'année.

L'activité industrielle a diminué dans la moitié des États du pays en avril, selon l'INEGI. Ces États ont pour point commun le faible rendement de leur industrie manufacturière. Carlos Serrano, *Chief Economist* de BBVA Bancomer, estime que l'activité manufacturière mexicaine retrouvera son dynamisme à compter du second trimestre de cette année, et atteindra un niveau de croissance proche de 3%. La plus forte chute est celle de l'industrie du Chiapas (-20.6% g.a). La Basse-Californie-du-Sud est un État moteur de la croissance industrielle du pays, avec une croissance de 2.4% g.a. en avril, grâce au dynamisme de la construction de logements résidentiels dans l'Etat, selon Luis de la Cruz (IDICE).

Le taux de change est passé sous la barre des 18,5 MXN/USD, en atteignant les 18,499 MXN/USD, une première depuis 5 mois. Cela s'explique par l'optimisme ambiant concernant les négociations de l'ALENA et la hausse du prix du pétrole (69,01 USD par baril pour le brut de référence américain, 63,734 USD par baril pour le brut mexicain).

Goldman Sachs et Morgan Stanley ont présenté des analyses divergentes quant à la trajectoire estimée du peso. GS estime que le MXN a encore de l'espace pour s'apprécier. MS estime qu'il est proche de son niveau d'équilibre. GS explique son analyse par une inflation modérée et une Banque Centrale vigilante, un discours modéré du Président élu, et la progression des négociations ALENA. Il prévoit un MXN/USD à 17.75 en novembre. MS mise plutôt sur le peso colombien ou la roupie indienne. Ils estiment que les avancées des négociations ALENA sont déjà incluses dans le cours actuel du MXN.

L'inflation au mois de juillet fût la plus haute de ces 4 derniers mois, à 4,81% g.a. Cette mesure dépasse le consensus de marché estimé par Bloomberg à 4,8%. Depuis janvier 2017, l'inflation dépasse donc l'objectif de la Banque Central (3% +/- 1 point de pourcentage). L'indice sous-jacent atteint au mois de juillet un taux annuel de 3,63%. L'indice non sous-jacent a, à l'inverse, connu une croissance de 8,38% ; la variation du prix des biens issus du secteur énergétique explique ainsi le taux d'inflation enregistré au mois de juillet.

La consommation de biens importés a chuté pour la seconde fois consécutive au mois de mai 2018 (- 0,9%), suivant une tendance amorcée dès le début de l'année (- 0,6% en moyenne depuis janvier). Cette baisse correspond avant tout à une diminution de la consommation de biens durables importés. Cependant, la consommation de biens nationaux a augmenté : + 0,9% au mois de mai. De façon plus générale, la consommation privée a augmenté de 2,6% depuis l'an dernier, preuve du dynamisme économique du pays.

L'investissement fixe brut a connu une hausse en mai (+ 0,9%) après deux mois de baisse. Cette hausse est impulsée par le secteur de la construction. Selon Citibanamex, la croissance, toutefois modérée de l'investissement devrait se poursuivre sur le 2nd semestre. Les machines et matériaux d'origines nationales ont connu une hausse de 4,3% (vs. 0.9% pour ceux d'origines étrangères). En g.a, il a crû de 0.7%, soit la meilleure performance de l'année.

L'offre de crédit ne diminuera pas suite au changement de gouvernement. A l'inverse, les banques mexicaines transmettront un « plan de travail » aux nouveaux fonctionnaires du Ministère des Finances, axé sur la pénétration du crédit bancaire dans l'économie. Au cours du prochain mandat présidentiel, l'Association des Banques du Mexique (ABM) prévoit d'augmenter la pénétration du crédit à un niveau équivalent à 40% du PIB. Malgré la hausse du taux de référence de Banxico et la volatilité du 1^{er} semestre, le portefeuille de crédits est en croissance.

Entre 2012 et 2017, la valeur des exportations agroalimentaires a augmenté de 43%, à 32,58 Mds USD. Il est attendu pour 2018 que ces exportations se chiffrent à 35 Mds USD, portant l'excédent commercial à 6 Mds MXN, soit

un excédent supérieur de 20% par rapport à l'année 2017. Le Mexique est aujourd'hui reconnu à l'étranger pour la qualité de ses produits agroalimentaires. Les principaux produits agricoles et de l'agro-industrie exportés par le Mexique en 2017 ont été l'avocat, la tomate, le piment, la bière et la tequila.

Finances publiques

Le prochain gouvernement aura une faible marge de manœuvre pour s'endetter. En effet, les spécialistes indiquent qu'une dette de plus de 50% du PIB n'est pas viable. Pourtant, ils estiment qu'en 2019 la dette sera de 45,2% du PIB, soit seulement 0,3 point de pourcentage en-dessous de son niveau de 2018. Les agences de notations n'ont pas diminué la note qu'ils attribuent au Mexique, ce qui permettra au gouvernement de s'endetter davantage à l'avenir, bien que ce dernier paraisse davantage vouloir restructurer les dépenses publiques que recourir à l'endettement.

Le Ministère des Finances mexicain s'alarme de la dette de 105 municipalités, parmi lesquelles on peut compter des capitales d'Etats. Ces municipalités ont un passif s'élevant entre 60 et 120% des revenus disponibles. La majorité des municipalités ont des finances considérées comme soutenables. Selon *Fitch Ratings Mexico*, les municipalités mexicaines n'ont, en général, pas de problème lié à la dette : la dette des gouvernements locaux (Etats et Municipalités) s'élève à 2,6%, dont seul 0,2 pts% correspond aux municipalités.

En cas d'une nouvelle hausse du taux directeur de Banxico pour atteindre 8%, le coût de la dette pourrait être supérieur à celui prévu initialement et ferait pression sur les finances publiques. Pour l'année 2018, le coût du service de la dette est de 663,5 Mds MXN, mais ce budget pourrait être dépassé suite à la hausse du taux d'intérêt et la baisse des prévisions de croissance économique, exigeant le paiement de plus de 700 Mds MXN d'intérêts. De plus, la hausse du taux de Banxico mettra en difficulté le gouvernement si celui-ci souhaite s'endetter en 2019.

Entreprises et grands contrats

Au cours du mois de juillet, la production et l'exportation de véhicules légers ont diminué de respectivement 3,7% et 5,5%. Honda est l'entreprise dont la baisse de la production a été la plus prononcée (- 84,9%) en raison de l'inondation de son usine de Guanajuato en juillet. La production de Nissan, Ford et Audi a également diminué en raison d'une faible demande extérieure. A l'inverse, Volkswagen, Toyota, General Motors et KIA contribueront à élever la production de véhicules légers pour l'année 2018, avec une production estimée à 4,1 M de véhicules (contre 3,9 M en 2017).

Bien que ne disposant pas encore des contrats originaux, l'équipe de transition d'AMLO a commencé à réviser les 105 contrats pétroliers, comme annoncé lors de la campagne électorale. L'objectif est d'envoyer un signal positif concernant l'éradication de la corruption, dans tous les secteurs. Rocio Nahle indique également que l'emploi de la main d'œuvre nationale dans le secteur pétrolier sera privilégié.

16 entreprises sont intéressées par un investissement au sein de la Zone Economique Spéciale (ZEE) de la ville de Progreso, avec un capital conjoint de 220 M USD et l'objectif de créer 3 550 emplois directs. 18 projets d'infrastructure sont prévus pour le développement de la ZEE, d'un montant de 4,07 Mds MXN, dont la construction du transport ferroviaire de Mérida (et connecté à Progreso), l'entretien des voies ferrées reliant Chiapas à Mayab et l'amélioration de l'accès routier à la ZEE, entre autres.

L'opérateur pétrolier franco-britannique Perenco acquiert 49% de la société britannique Petrofac Netherlands Holding, détenant plusieurs contrats au Mexique, parmi lesquels ceux relatifs aux blocs de Santuario et Magallanes dans l'Etat de Tabasco et celui d'Arenque (Tampico). Benoit de la Fouchardière, Directeur Général de *Perenco*, se réjouit de cette collaboration, susceptible de faire la compagnie pétrolière franco-britannique un partenaire de choix pour le géant mexicain PEMEX.

Les dispositions secondaires de la Loi Fintech ont subi quelques changements par rapport aux ébauches qui circulaient jusqu'à présent. Les changements majeurs concernent le capital minimum requis par les entreprises pour qu'elles soient actives sur le marché, la méthodologie de sélection des projets à financer, les limites relatives aux montants accordés, entre autres. Concernant le capital minimum, la différenciation n'est plus faite par type de *Fintech* mais suivant le nombre d'opérations pratiquées. Ainsi, les plateformes de *crowdfunding* autorisées à effectuer

un type d'opération devront justifier d'un capital d'au moins 3 M MXN, celles effectuant deux opérations ou plus devront avoir un capital d'au moins 4,2 M MXN.

Les FinTech devront maintenir un catalogue de leurs clients, dans le cadre de législation Know your Customer (KYC), afin d'éviter la réalisation d'opérations illicites, selon un pré projet du Ministère des Finances. Les FinTechs devront classer les clients en 3 catégories selon leur niveau de risque. Les non-résidents et les personnes exposées politiquement seront automatiquement classés dans la catégorie la plus risquée. Elles devront compter sur un système de classification automatique.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 08/08/2018
Bourse (IPC)	+ 0,97%	- 3,32%	49 536,12
Risque pays (EMBI+Mx)	- 2,03%	+ 1,04%	193
Taux de change USD/Peso	- 0,97%	+ 2,72	18,45
Taux de change Euro/Peso	- 1,24%	+ 1,42%	21,39
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)	- 0,97%	+ 34,91%	62,79

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

De janvier à mars 2018, le principal importateur d'aluminium était le Guatemala (40 M USD), suivi du Costa Rica (29 M USD), du Panama (25 M USD), du Salvador (21 M USD), du Honduras (17 M USD) et du Nicaragua (11 M USD). 20% de la valeur des importations d'aluminium était originaire de Chine, 14% des Etats-Unis, 12% de Belgique, 8% du Mexique et 4% du Brésil. Cependant, les importations d'aluminium ont diminué, tant en volume (- 11%) qu'en valeur (- 8%), entre le premier trimestre 2017 et celui de 2018.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

L'impossibilité pour le gouvernement costaricain de récupérer son investissement dans Bancredito creuse le déficit budgétaire du gouvernement. Après avoir investi significativement dans cette banque publique (dans l'objectif d'y injecter des liquidités et d'amorcer une sortie de crise), le gouvernement attend que l'Assemblée Législative approuve le projet de loi pour l'absorption de Bancredito par la Banque Centrale costaricaine. En effet, avec une dette qui équivaut à 22% du budget additionnel demandé par le Trésor costaricain à l'Assemblée Législative, l'absorption de Bancredito par la BC permettrait à l'institution publique de récupérer son investissement.

Le taux de chômage se maintient stable à 8,7 % au second semestre 2018. Il est légèrement supérieur à son niveau du 2nd trimestre 2017 (8,5%). Par ailleurs, le taux de chômage des femmes augmente et atteint 12% (contre 10,6% un an plus tôt). De plus, le taux net d'activité est estimé à 60,9%, soit une augmentation de 1,6 pp par rapport à la même période l'an dernier. Cependant, il reste significativement plus élevé chez les hommes que chez les femmes (74,9 % contre 46,8%).

Au cours des 5 premiers mois de l'année, les revenus issus des primes d'assurance ont augmenté de 6% par rapport à la même période l'année passée, atteignant un montant de 682 M USD. Cette hausse est tirée par celle des primes de risque au travail versées (+ 14%).

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Les remesas ont augmenté de 23% par rapport à l'année dernière, atteignant 818 M USD au mois de juillet. Cette augmentation reflète une tendance de long terme : **entre les sept premiers mois de 2011 et la même période de 2018, les fonds reçus grâce aux remesas ont pratiquement doublé** (de 2,525 Mds USD en 2011 à 5,217 Mds USD en 2018).

En juillet 2018, l'Indice de Confiance de l'Activité Economique du Guatemala a diminué de 33% par rapport au niveau enregistré en janvier 2017. D'après l'enquête de Perspectives Economiques élaborée par la Banque du Guatemala, le panel prévoit un rythme d'inflation de 4,45% pour décembre 2018 et de 4,43% pour l'année 2019. Concernant le PIB, celui-ci est estimé à 3% pour 2018 et 3,1% pour 2019, soit une diminution d'1 pp par rapport aux prévisions faites dans l'enquête du mois de juin.

La Cours de Constitutionnalité du Guatemala a mis en suspend l'article de la Loi des Finances de 2016 concernant le secret bancaire. Cet article permettait aux autorités fiscales d'obtenir des informations bancaires d'une personne physique ou juridique en cas d'enquête fiscale.

Cette décision pourrait avoir un impact négatif sur les recettes de 2018 et 2019 ainsi que sur les engagements pris par le Guatemala auprès du Forum mondial sur la transparence et l'échange d'informations fiscales de l'OCDE. Le Guatemala pourrait revenir sur la liste des pays non-coopératifs en la matière.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9.2 M hbts

Le Honduras a enregistré une inflation interannuelle de 4,2 % en juin. Depuis le mois de janvier, l'inflation cumulée atteint 2,42 %.

805 000 cartes de crédits circulaient dans le pays fin mai, soit 2% de moins qu'à la même période en 2017. La plus grosse baisse est enregistrée par la *Banca Financiera Comercial Hondureña* dont le nombre de cartes en circulation est passé de 235 000 en mai 2017 à 207 000 en mai 2018.

Au cours de la récolte de canne à sucre de 2017-2018, la production a atteint 11,6 M de quintaux, soit 2% de plus que le niveau enregistré à la précédente récolte.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

La Banque Mondiale (BM) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ont pris des mesures sur leurs portefeuilles en raison de la crise politique au Nicaragua. Depuis le début de la crise aucun nouveau projet n'a été autorisé par la BM au Nicaragua. Actuellement, la BM finance 12 projets pour un montant de 572 MUSD dans les secteurs de l'éducation, la santé, l'eau potable et l'assainissement. Pour sa part, la BID suit de près la situation qui a eu un impact sur l'état d'avancement des projets financés. Actuellement le solde de la BID en attente de versement s'élève à 624 MUSD.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Les crédits octroyés au secteur privé augmentent de 6 % (g.a.) en mai 2018, atteignant un total de 52 Mds USD. Les crédits à la consommation (+9,5%) ainsi que les prêts immobiliers (+7,5%) expliquent en grande partie ce dynamisme.

Le ministère de l'Economie et des Finances prévoit que l'économie connaîtra une croissance de 5,9% en 2019, élevant le PIB à plus de 70 Mds USD. Le budget général de l'Etat pour 2019 est établi sur cette base et prenant en compte la consolidation du *hub* logistique et la mise en opération de la mine de cuivre de Colon. De plus, le budget prévoit des investissements dans les infrastructures comme le 4^{ème} pont sur le Canal, les lignes 2 et 3 du métro et les élargissements de l'autoroute Interamericana pour l'année prochaine. Ces projets prévoient de raviver le secteur de la construction qui a souffert d'une importante grève en 2018. Enfin, le budget prévoit un déficit budgétaire de 1,93 Md USD, soit 1,5% du PIB, des recettes fiscales de 6,594 Mds USD et des contributions du Canal à hauteur de 1,740 Md USD.

Le pays continue de réaliser des avancées en matière logistique. En effet, le Cabinet Logistique a enregistré des progrès (création du Guichet unique maritime du Panama et le récent lancement du nouveau processus automatisé de transit et de transbordement de marchandises par autoroute entre les entrées et sorties de douanes). De plus, la construction d'un quatrième port de conteneurs à Isla Margarita, avec un investissement de 1 M USD, a débuté. PSA

Panama a reporté son projet d'expansion, estimé à 450 M USD et qui permettra d'étendre sa capacité de gestion de 2 millions de TEU par an. Toutefois, le pays fait face à d'importants défis, comme le développement des œuvres d'infrastructures vitales pour améliorer la mobilité des personnes et des marchandises. Les investissements en infrastructure et pour faciliter le commerce seront nécessaires pour garantir la compétitivité du pays.

Bien que le Panama gagne 2 places dans l'Indice de performance logistique 2018, élaboré par la Banque Mondiale, il perd la 1^{ère} place en Amérique latine, au profit du Chili. Ce dernier passe du 46^{ème} rang en 2016 au 34^{ème} en 2018, devenant le leader dans la région, alors que le Panama est 38^{ème}. Les problèmes liés aux douanes (passage de la 42^{ème} à la 45^{ème} position) et aux infrastructures (de 38^{ème} à 42^{ème}) ont affecté l'indice du Panama. L'Autorité nationale des douanes a d'ailleurs été remise en cause pour son retard dans l'adoption du plan de modernisation et facilitation du commerce international. De même, le Chili est meilleur dans ces domaines et dans la fréquence à laquelle les envois atteignent la destination finale dans les délais prévus. En revanche, en termes de concurrence logistique, d'envois internationaux, de capacité de suivi et de localisation des envois, le Panama surpasse le Chili, et est le 1^{er} en Amérique latine. Enfin, le Panama aspire à devenir un *hub* logistique dans l'hémisphère : l'indice démontre toutefois que des efforts sont encore à réaliser.

Six entreprises participent au processus de pré-qualification de la 4^{ème} ligne de transmission. L'entreprise de transmission électrique (ETESA) a reçu les propositions de 3 entreprises et de 3 consortiums. La ligne de transmission devrait entrer en opération en 2022. Le coût du projet est estimé à plus de 500 M USD. ETESA utilisera le modèle de construction-exploitation et de transfert, avec lequel l'entreprise qui remportera le contrat disposera de 20 ans pour récupérer le coût du projet, plus un bénéfice raisonnable.

Au 1^{er} semestre, la Bourse des Valeurs de Panama (BVP) enregistre un volume de négociations de 2,863 Mds USD, soit une augmentation de 19% en g.a. Les transactions réalisées sur le marché primaire représentent 54% du volume total négocié. Au 1^{er} semestre 2018, elles ont augmenté de 18% en g.a. Le marché secondaire représente 34% du volume (+42% en g.a.). Les rachats n'ont pas retrouvé leur dynamisme des années précédentes : elles sont 15% inférieures à leur niveau de 2017. La négociation des titres à revenus fixes des entreprises est l'une des plus importantes pour le marché boursier. Le volume négocié a augmenté de 35%, atteignant 1,106 Md USD. Le marché des titres à revenus fixes des entreprises est considéré comme le principal moteur du marché boursier, en particulier pour les entreprises détenues par l'Etat. Enfin, la participation du gouvernement en termes d'enchères a été inférieure à celle de 2017, avec un total de 394 M USD, soit -11% en g.a.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Une renégociation de l'accord commercial entre le Salvador et Cuba est actuellement en cours, dans le but de l'élargir et de l'approfondir. Ce deuxième round de négociations qui a eu lieu la semaine dernière a notamment abouti à la mise en place de préférences tarifaires sur plus de 120 codes tarifaires.

Le gouvernement salvadorien a signé un crédit pour un montant de 86 M USD avec la Banque Centraméricaine d'Intégration Économique (BCIE) pour la rénovation des plantations de café, dont 6 M USD de dons pour la recherche. Ce prêt de la BCIE, cofinancé par le gouvernement de Taiwan, bénéficiera à près de 23 000 producteurs.

AES El Salvador, entreprise de génération et distribution d'énergie et Corporación Multi-Inversiones (Guatemala) ont annoncé la mise en fonctionnement de la deuxième centrale solaire de 10 MW du projet Bósforo. Ce projet fait partie des dix centrales solaires qui seront mises en fonctionnement en 3 étapes : Bósforo I (centrales de Pasquina, La Unión et El Carmen), Bósforo II (ouest du pays et dans le département d'Usulután) et Bósforo III (centre du pays). De plus AES a construit trois stations pour convertir l'énergie courante directe en énergie alternative et dispose de deux stations de monitoring climatique. L'inauguration de la troisième centrale solaire (El Carmen) de la première phase du projet, est prévue pour le mois de septembre. Le projet Bósforo a été annoncé en 2017 avec un investissement de 160 M USD pour la génération de 100 MW de source solaire.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

L'inflation passe sous la cible prévue par le programme SBA (3,5-6,5%). En mai, l'inflation est passée à 3,1% et à 2,8% en juin. La clause de consultation en matière de politique monétaire a été déclenchée et oblige la Banque centrale (BOJ) à consulter le conseil d'administration du FMI sur les raisons de cette déviation et sur la réponse politique proposée. La BOJ a imputé la baisse de l'inflation, à la reprise plus forte que prévue de l'offre agricole au 1^{er} trimestre, à l'inflation importé inférieure aux prévisions et au renforcement de la monnaie.

Curaçao

2017 – PIB : 3 Mds USD | Pop : 161 000 hbts

La raffinerie Isla de Curaçao évalue les offres de 15 sociétés intéressées par l'exploitation temporaire de l'installation qui produit 335 000 barils par jour pour remplacer l'opérateur PDVSA. Isla a été inactive en raison d'un manque de livraisons de brut à l'usine car PDVSA est confrontée à une crise de production. En juin, la raffinerie a envoyé des lettres à des sociétés pétrolières et à des négociants proposant des partenariats d'exploitation à court terme et à long terme, selon Reuters. Un opérateur à court terme devrait être choisi d'ici septembre, avec un protocole d'entente signé le mois suivant. Un opérateur à long terme sera choisi d'ici la fin de l'année et débutera l'exploitation de la raffinerie après la fin du bail de PDVSA, en décembre 2019.

République Dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Avant la fin de l'année 2018, 5 projets représentant un investissement de 500 M USD verront le jour, permettant de fournir 180MV d'énergie éolienne et 58 MV d'énergie solaire en République Dominicaine. Il s'agit d'un des pays de la région dont la matrice énergétique est la plus diversifiée.

Mise en service de l'extension de la deuxième ligne du métro de Saint Domingue. D'un montant de 385 MUSD, elle comprend la construction de 3,4 km de voies et de 4 stations. Elle aura été financée en partie par l'AFD dans le cadre du programme d'aménagement urbain et de mobilité de Saint-Domingue Est, bénéficiant d'un prêt de 210 MUSD. Un consortium composé de Thales pour les systèmes de communication, de contrôle et de péage, de CIM et de TSO, pour l'installation des rails, ainsi que de l'allemand Siemens pour l'électrification et la signalisation ont remporté un contrat de 42 M EUR financé par Banco Santander, dont 24 M EUR couverts par la Coface. Alstom, qui fournit le matériel roulant, a pour sa part remporté un contrat de 32,5 M EUR. Cette nouvelle ligne devrait ajouter 180 000 usagers au réseau actuel qui en compte déjà 270 000 quotidiens.

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M

76,8 M USD pour le secteur agricole. Le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) investira 10,8 M USD dans le Programme d'innovation technologique dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroforesterie (PITAG) qui contribuera au rétablissement de la productivité agricole dans les zones du pays les plus touchées par l'ouragan Matthew, en octobre 2016. Le projet est déjà en cours avec l'appui de 55 M USD de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et 11 M USD du Programme Mondial pour l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire (GAFSP).

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.